



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Déclaration liminaire du Comité Technique Local du 06 septembre 2021.

Madame la Présidente,

Après un été maussade, le monde d'après nous ramène sur une rentrée bien triste. Et ce n'est pas l'horizon 2022 qui va améliorer les choses. Le Nouveau Réseau de Proximité (NRP), crise sanitaire ou pas, continuera inéluctablement de se mettre en place sur l'ensemble du département par vos bons soins. Après un retour d'expérience de 8 mois dans les services déjà impactés et restructurés par le NRP, on commence à constater les dégâts :

- les agents et l'encadrement ressentent une pression fortement accrue
- des postes ne sont pas pourvus par la direction locale malgré des demandes de mutations sur les postes vacants
- les usagers ayant perdu la proximité de leurs services publics expriment leur mécontentement
- les agents administratifs des collectivités constatent une dégradation des relations avec les agents de la DDFIP malgré la mise en place des CDL
- les régisseurs n'ont pas les décideurs de la DGFIP en odeur de sainteté depuis les dégagements à La Poste avec des contraintes horaires et des constats d'erreurs par la Banque de France qui les mettent en débet
- les services restructurés et passés en antenne connaissent déjà à leur mise en place un dépeçage de leurs missions (ex : antenne SIE Villefranche de Rouergue et Trésorerie de Montbazens) et quelques mois après, malgré les protocoles et les belles promesses, des missions continuent à leur être enlevées.

Nous ne sommes pas dupes, les réformes mises en place depuis des années appellent les suivantes. Une fois de plus, FO-DGFIP 12 alerte les agents qui se croient à l'abri sur leur poste que les réformes futures de la DGFIP ne les oublieront pas à leur tour.

Pour preuve, certaines missions ont d'abord été savamment abandonnées et sabordées par la DGFIP comme les missions foncières. Et cet été, nous apprenons que Bercy est en train de négocier avec Google pour mettre en place le logiciel « Foncier Innovant » pour détecter les piscines et les vérandas non déclarées. On hésite entre rire et pleurer. Une opération qui va coûter des millions à l'État français alors que Google ne déclare qu'environ 20 % des revenus qu'il réalise en France. Ethique et déontologie sont encore une fois bafouées et mises au placard.

En parallèle de l'externalisation au privé de nos missions, on continue à contractualiser les emplois à la DGFIP et on contribue à la précarisation des agents. La DGFIP qui crée le manque, en ne recrutant pas à hauteur des besoins, détourne le système de recrutement des emplois publics en recrutant des contractuels. C'est plus économique avec des petits salaires et pas de primes, et plus facile pour les restructurations futures. Cela n'annonce rien de bon en terme de recrutement quand on sait que plus d'une centaine d'agents vont partir à la retraite en Aveyron dans les 3 ans.

En plus de cela, les agents constatent inlassablement le maintien du gel du point d'indice malgré tous les effets d'annonces. Et pendant ce temps, l'inflation galope chaque année et contraint le budget des agents. Il faudrait une augmentation de plus de 20,79 % du point d'indice pour que les fonctionnaires retrouvent leur niveau de rémunération de janvier 2000. Or, depuis 2010, hormis une misère de réévaluation en 2016, année pré-électorale, c'est la banquise malgré le réchauffement climatique. Concrètement, c'est un manque à gagner chaque mois de 300€ pour un cadre C et de 500€ à 900€ pour les cadres B et A. Amélie de Montchalin ne semble pas avoir les mêmes difficultés financières que les agents de la DGFIP. Les négociations en cours n'envisagent pas une revalorisation du point d'indice. On ne parle comme toujours que de primes pour compenser... L'État n'a décidément pas une grande considération de ses agents puisque la participation employeur de 50 % minimum à la mutuelle n'est toujours pas en place. Même pour 15€ cela semble poser problème. Or c'est une obligation décrétée par l'État lui-même aux employeurs depuis 2016 ! Ironie, à défaut de payer ses impôts, Google France applique cette mesure à ses salariés. Bercy est toujours aussi exemplaire !

Le 5 octobre prochain sera une journée de mobilisation nationale sur les salaires, les emplois, les conditions de travail et d'études. FO-DGFIP 12 soutient l'ensemble de ces revendications que nous défendons depuis des années.



Les représentants FODGFIP-12.